

Affidavit de M. Michel Bissonnet

(au soutien des représentations écrites de ses procureurs soumises le 30 avril 2015, suite à la réception du préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*)

Je, soussigné, Michel Bissonnet, domicilié au 8580, boulevard Lacordaire, St-Léonard, Québec, H1R 2A7, affirme solennellement ce qui suit :

1. J'ai été président de l'Assemblée nationale, à Québec, jusqu'au 14 juillet 2008;
2. J'ai réintégré l'administration municipale dans l'arrondissement de St-Léonard en étant élu maire le 21 septembre 2008. J'ai été assermenté à ce titre le 26 septembre 2008;
3. J'ai démissionné de mon poste de député le 24 septembre 2008;
4. Le 24 septembre 2014 j'ai fait une Déclaration au Directeur général des élections du Québec, dont copie est communiquée au soutien des présentes comme pièce **MB-1** (la « **Déclaration** »);
5. Par la Déclaration, j'ai notamment déclaré ce qui suit en réponse à des questions qui m'ont été posées par les enquêteurs au dossier à propos du financement de la campagne électorale de 2009 dans l'arrondissement de St-Léonard :
 - a) En 2008 lorsque j'ai réintégré l'administration municipale dans l'arrondissement de St-Léonard, le parti Union Montréal avait un fonds électoral de réserve accumulé suffisant, notamment pour l'élection de 2009;
 - b) Je n'ai fait aucune sollicitation ni demande de financement pour l'élection générale de 2009;
 - c) Je n'ai jamais sollicité de financement auprès de M. Michel Lalonde (« **M. Lalonde** ») ou de M. Bernard Trépanier (« **M. Trépanier** ») pour l'élection de 2009 dans l'arrondissement de St-Léonard;
 - d) Je n'ai jamais reçu quelque montant d'argent que ce soit de M. Lalonde ou de M. Trépanier;
 - e) Lorsque j'ai été informé des allégations faites par M. Lalonde devant la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, selon lesquelles il s'était fait demander de l'argent comptant par M. Trépanier dans le contexte des élections à la mairie de l'arrondissement de St-Léonard en 2009, j'ai communiqué avec M. Trépanier afin de les vérifier;
 - f) M. Trépanier m'a alors indiqué qu'il n'avait jamais fait de demande d'argent comptant à M. Lalonde dans le contexte des élections à la mairie de l'arrondissement de St-Léonard, en 2009;

le tout, tel qu'il appert de la Déclaration;

6. Il n'y a pas eu, à ma connaissance, de suites par le directeur général des élections à la Déclaration;
7. Suite à la réception du préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, j'ai demandé à la greffière de l'arrondissement de St-Léonard (la « **Greffière** ») de vérifier si des contrats avaient été octroyés par l'arrondissement de St-Léonard à la firme de M. Lalonde, Groupe Séguin experts-conseils, devenue Génius conseil;
8. Les vérifications de la Greffière ont révélé qu'aucun contrat n'a été octroyé après la prétendue sollicitation de M. Trépanier, en 2009;
9. Les vérifications de la Greffière ont également révélé que les seuls contrats octroyés à la firme de M. Lalonde par l'arrondissement de St-Léonard entre les années 2005 et 2008 (dans les deux cas, avant mon retour dans l'administration de l'arrondissement de St-Léonard) sont :
 - a) un contrat d'une valeur de 1 173, 06\$, octroyé le 10 avril 2008 par le biais d'une décision du Directeur d'arrondissement et non du Conseil d'arrondissement de St-Léonard, tel qu'il appert de la Décision déléguée du 10 avril 2008, dont copie est communiquée au soutien des présentes comme pièce **MB-2**; et
 - b) un contrat d'une valeur de 85 578,60\$, octroyé en 2005, soit 4 ans avant la prétendue sollicitation, tel qu'il appert de l'Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'arrondissement du 21 novembre 2005, dont copie est communiquée au soutien des présentes comme pièce **MB-3**;
10. J'ai lu le présent affidavit et tous les faits qui y sont allégués sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ:


MICHEL BISSONNET

AFFIRMÉE SOLENNELLEMENT devant moi à
Montréal, ce 5 mai 2015



Commissaire à l'assermentation pour le Québec

